À quoi servent les formations politiques ?

Comment un appareil s'éloigne de sa base

De multiples facteurs expliquent l'affaiblissement du Parti communiste français. La volonté d'adapter son discours aux attentes des classes moyennes l'aurait-il précipité ?

par **Julian Mischi**, janvier 2015

Janvier 2014. Nous arrivons au siège du Parti communiste français (PCF), place du Colonel-Fabien à Paris, pour demander des données sur les adhérents. Combien sont-ils ? Mais surtout, qui sont-ils ? D'après tous les indicateurs, les catégories populaires sont de moins en moins présentes au sommet de l'organisation. Mais qu'en est-il à la base ? La réponse devrait être facile à obtenir. Le département « Vie du parti » centralise depuis 2009 les nombreux renseignements que la formation possède sur ses membres : âge, sexe, lieu d'habitation, secteur d'activité... Mais nul mot sur la catégorie socioprofessionnelle. On peut savoir que tel militant travaille à la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) ou dans l'aéronautique, mais pas s'il est cadre ou ouvrier. Ce manque d'intérêt pour la condition sociale des adhérents illustre une tendance à l'œuvre au sein du PCF depuis trente ans : jadis centrale, la question de la représentation des classes populaires est devenue secondaire.

De la Libération aux années 1970, au temps où il était le premier parti de gauche en France, le PCF pouvait se présenter comme le porte-parole de la classe ouvrière, car ses responsables étaient majoritairement issus des milieux populaires : ancien mineur comme Maurice Thorez, dirigeant du parti de 1930 à 1964 ; « petit maraîcher » comme son successeur Waldeck Rochet ; apprenti pâtissier comme Jacques Duclos, candidat à l'élection présidentielle de 1969, où il obtint 21 % des voix. Il en allait de même à l'échelon local : avant de devenir maire d'Aubervilliers entre 1945 et 1953, Charles Tillon était ajusteur ; ses successeurs Emile Dubois (1953-1957) et André Karman (1957-1984), respectivement gazier et fraiseur. En propulsant des militants d'origine modeste dans des instances de pouvoir jusque-là réservées aux représentants de la bourgeoisie, le Parti communiste est parvenu, un temps, à bouleverser l'ordre social de la vie politique française. Le caractère populaire de l'organisation était alors perçu comme une nécessité pour inscrire le projet d'émancipation des travailleurs dans les pratiques militantes.

La base du PCF a été frappée de plein fouet par les transformations socio-économiques que connaissent les milieux populaires depuis les années 1970. Confronté à la précarité et au développement du chômage, le monde ouvrier a perdu en cohésion sociale. Pourtant, la crise du parti ne peut être attribuée à une hypothétique disparition des ouvriers : ceux-ci représentent toujours près d'un quart de la population active, et la décrue des effectifs du PCF est bien plus rapide que l'érosion de la classe ouvrière. La France comptait huit millions deux cent mille ouvriers en 1975 et encore sept millions en 1999, alors que, dans le même temps, le PCF perdait plus de la moitié de ses adhérents, passant de cinq cent mille à deux cent mille encartés. En outre, aux côtés des ouvriers, de nouvelles figures populaires ont émergé, dans les services notamment, avec l'essor du groupe des employés. Les ouvriers et les employés demeurent majoritaires dans la population active française, mais les mutations de leurs conditions de vie (relégation spatiale) et de travail (division des collectifs de travail) ont fragilisé leur entrée dans l'action politique. L'affaiblissement du PCF reflète ainsi les profondes transformations sociales et culturelles subies par les classes populaires ; il exprime

le reflux du mouvement ouvrier. Ce déclin, qui marque l'épuisement d'une séquence d'intense politisation de la société française durant les « années 1968 », s'explique également par les bouleversements de l'ordre international, en particulier par l'implosion du système soviétique, ou encore par l'évolution du régime politique vers un système présidentiel et bipartisan.

Au cœur du quartier de la Défense, le choix de l'humanisme et de la démocratie

Mais ces explications externes au parti ne suffisent pas, et il serait réducteur d'envisager le déclin du PCF sous l'aspect d'une évolution mécanique, programmée, dont il n'y aurait aucune leçon à tirer.

Pour comprendre l'éloignement du PCF vis-à-vis des classes populaires et son effondrement électoral (il passe de 15,3 % lors de la présidentielle de 1981 à 1,9 % en 2007), il faut analyser les évolutions de son discours et de son organisation. A partir des années 1980 et surtout 1990, le PCF entend représenter non plus seulement les classes populaires, mais la France dans sa « diversité ». La lecture de la société en termes de classes s'efface derrière des thématiques comme la « participation citoyenne » ou la recréation du « lien social ». A l'image de la ville de Montreuil, les municipalités communistes de banlieue adoptent largement la thématique de l'« exclusion » dans les « quartiers » et entérinent sa dimension dépolitisante (1). Les élus communistes se font les chantres d'une « démocratie locale » censée combler le fossé entre la classe politique et les « citoyens ».

Le projet initial du parti, d'inspiration marxiste, laisse alors place à une rhétorique humaniste largement partagée dans le monde associatif et politique. « Association, partage, mise en commun, coopération, intervention, concertation : *ces exigences prennent une vitalité inédite, en lien avec le développement de la révolution technologique et informationnelle et la complexification de la société, l'évolution du travail, le besoin de citoyenneté, de nouvelles relations humaines respectant l'autonomie des individus... »*, proclame par exemple le document adopté lors du XXIXe congrès de 1996. Ce congrès, qui fait le *« choix de l'humanisme et de la démocratie »*, de la *« révolution humaine, citoyenne, solidaire »* pour répondre au fait que *« c'est la civilisation humaine tout entière qui est en péril »*, se déroule pour la première fois dans le quartier des affaires de la Défense.

Douze ans plus tard, dans le texte proposé par le Conseil national du PCF comme « base commune » pour le XXXIV econgrès de 2008, le mot « ouvrier » n'apparaît qu'une seule fois, et comme un groupe social au même titre que beaucoup d'autres : il s'agit en effet de rassembler *« ouvriers, techniciens, employés ou cadres, femmes et hommes salariés de toutes catégories, précaires, intellectuels, sans-papiers, sans-emploi, paysans, créateurs, étudiants, retraités, artisans »*. En rejetant l'ouvriérisme associé au stalinisme, les représentants du PCF ont tendance à abandonner la priorité accordée au rôle des ouvriers et des classes populaires dans le combat politique. Ayant délaissé la réflexion sur les rapports de classe et sur l'organisation de la lutte par ceux-là mêmes qui subissent la domination, ils ont naturellement éprouvé des difficultés à prendre en compte l'essor des nouvelles figures populaires — les employés des services et les descendants des travailleurs immigrés du Maghreb notamment.

L'entreprise de rénovation du communisme français passe par une transformation des modes d'organisation du parti. Les dispositifs de sélection et de formation de cadres militants d'origine populaire sont abandonnés dans les années 1990 et 2000 sous l'effet de la baisse des

effectifs, mais aussi d'une remise en cause des pratiques autoritaires du centralisme démocratique *(lire « A l'école des militants »).* Les écoles, par exemple, disparaissent ou perdent leur fonction d'éducation populaire. La « politique des cadres » — un système de formation qui favorisait les militants ouvriers des entreprises — s'éteint progressivement. Pour le renouvellement du parti, on discute désormais surtout de rajeunissement et de féminisation. Quand il est question de « mixité », il ne s'agit jamais de la promotion explicite des militants issus des classes populaires.

Aux permanents d'origine ouvrière, formés dans les écoles du parti, succèdent des responsables dont la trajectoire (scolaire, professionnelle et militante) est étroitement associée au monde des collectivités territoriales. C'est autour de ces administrations locales que se restructure et survit le communisme contemporain et non, comme jadis, autour des réseaux syndicaux. En 2013, sur l'ensemble des adhérents répertoriés par le département « Vie du parti », 75 % indiquent travailler dans le secteur public, dont 23 % dans une collectivité territoriale. Et il en va de même au sommet de l'appareil. Le dernier dirigeant national passé par des fonctions au sein de la Confédération générale du travail (CGT) fut Georges Marchais : ajusteur de profession, il fut responsable syndical dans la métallurgie avant d'occuper la tête du parti de 1970 à 1994. Ses successeurs, eux, ont partie liée à la gestion des collectivités locales. M. Robert Hue fut le premier édile à devenir le secrétaire national du PCF, en 1994 ; il était alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, conseiller général, conseiller régional et surtout président de l'Association nationale des élus communistes et républicains. Mme Marie-George Buffet lui a succédé en 2001. Elle fut d'abord employée à la mairie du Plessis-Robinson avant d'être maire adjointe dans une autre municipalité, puis élue au conseil régional d'Ile-de-France.

Quand les nouveaux dirigeants du PCF passent par le syndicalisme, il s'agit du syndicalisme étudiant. Mme Buffet a fait partie du bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Secrétaire national du PCF depuis 2010, M. Pierre Laurent, lui, a dirigé l'Union des étudiants communistes (UEC). Titulaire d'une maîtrise de sciences économiques de la Sorbonne, cet ancien journaliste et directeur de la rédaction de *L'Humanité* symbolise la puissance de l'engagement familial au sein du communisme contemporain. Fils de Paul Laurent, député et cadre de l'appareil dans les années 1970-1980, il est aussi le frère de M. Michel Laurent, autre dirigeant national qui fut responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis. Les nouveaux dirigeants deviennent communistes davantage par héritage local et par fidélité familiale qu'en faisant l'expérience des inégalités sur leur lieu de travail.

La recherche de sources de financement par les permanents, qui ne peuvent plus être rétribués par un parti en perte de vitesse et cherchent à se salarier sur des postes électifs, explique aussi l'évolution du PCF. En 2013, selon le rapport financier présenté au congrès, la contribution des élus s'établit à 46 % des ressources totales du parti (contre 26 % au Parti socialiste et 3 % à l'Union pour un mouvement populaire). Ainsi, partout en France, les dirigeants communistes ont été appelés à entrer dans les assemblées électives. Il existait jusqu'ici une distinction forte entre les responsables d'appareil et les élus, les premiers étant chargés de « surveiller » les seconds en évitant leur « notabilisation » et en assurant la vitalité des réseaux militants. Or les responsables départementaux du parti ont eu pour consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux à partir de 1998. Grâce à une alliance avec le Parti socialiste (PS), beaucoup ont pris des responsabilités dans les exécutifs de leur région. La notabilisation élective des cadres d'appareil est en marche.

Les experts en communication aux manettes lors des campagnes électorales

M. Hue entendait en 1995 libérer *« de toute “tutelle” ombrageuse du parti les élus qui détiennent leur mandat non des seuls communistes mais du suffrage universel* (2) *»*. Dès lors, les dirigeants nationaux eux-mêmes peuvent dévaloriser les ressources militantes au profit des élus et des expériences gestionnaires. Sur le terrain, les militants voient leur rôle se réduire, et l’activité électorale devient prioritaire. Les nouveaux adhérents ne restent pas longtemps de simples militants, mais sont rapidement sollicités pour se présenter aux élections municipales, avec pour conséquence un affaiblissement récurrent du militantisme local — d’autant que les élus, cumulant les mandats, délaissent rapidement les réunions du parti. Aux sièges des fédérations départementales, la présence militante s’efface, les réunions se tiennent avant 18 heures, et les militants « bénévoles » laissent la place à des professionnels (permanents, collaborateurs des groupes d’élus, personnel administratif, etc.) absents le week-end.

Or les élus ont leurs propres préoccupations. Pour préparer la prochaine campagne électorale, ils embauchent des experts en communication ; du fait de la technicisation croissante de l’action locale, ils s’entourent de cadres de la gestion publique (3). Ils peuvent délaisser les relais militants ou associatifs au profit de professionnels, qui leur ressemblent socialement. Résultat : l’univers social des élus communistes se détache de celui de leurs administrés, et les catégories populaires jouent un rôle plus effacé dans la vie politique locale.

Cet éloignement des responsables communistes à l’égard des groupes sociaux qu’ils ont vocation à défendre affecte les pratiques militantes. Pendant longtemps, le PCF a impulsé une sociabilité politique étoffée dans les territoires où il était bien implanté (les « banlieues rouges », certaines communes rurales...). Ses militants animaient un ensemble d’organisations « amies » (Union des femmes françaises, Confédération nationale des locataires, Mouvement de la paix, Fédération sportive et gymnique du travail, etc.), mais aussi des cellules de quartier ou d’entreprise. Au cours des années1980 et 1990, à mesure que la base militante se réduit et que les responsables se focalisent sur les enjeux électoraux, le militantisme local au PCF se limite de plus en plus à des actions de type associatif. L’essentiel des activités de masse est alors consacré à l’organisation de rassemblements festifs et commémoratifs, à l’image des traditionnels banquets du 1er-Mai ou du 14-Juillet.

Pris au piège de la droitisation de l’allié socialiste

Les communistes tirent en quelque sorte les leçons du moindre impact des réunions politiques d’autrefois, d’autant plus que cette dimension festive a traditionnellement constitué une force du communisme français, à l’image du succès continu de la Fête de *L’Humanité* au-delà des rangs du parti. Ainsi, au niveau local, la sociabilité autour de rendez-vous festifs perd son caractère politique, car les associations et les municipalités prennent le pas sur le parti dans l’organisation. Dans le village de Treban (Allier), par exemple, trois instances se substituent progressivement au PCF dans l’animation locale : l’amicale laïque, le comité des fêtes et le club du troisième âge. Les adhérents, une cinquantaine dans les années 1960-1970, ne sont plus qu’une dizaine dans les années 1990, essentiellement des agriculteurs à la retraite. Ils ne se rassemblent qu’une fois par an, lors de la remise des cartes organisée par le maire — un enseignant à la retraite — et son épouse. La réduction continue du nombre des travailleurs de la terre et de l’industrie, les déceptions vis-à-vis de la participation du PCF au gouvernement (d’abord en 1981-1984, puis en 1997-2002), la fin de l’Union soviétique : un ensemble de processus contrarie le maintien de l’organisation, qui a pourtant vu différentes générations de

communistes se succéder depuis les années 1920. Faute de renouvellement militant, la mairie, communiste depuis l'entre-deux-guerres, est finalement perdue en 2001.

Les élus PCF de cette région rurale axent leurs politiques sur les thèmes de la vitalité associative : à la « citadelle rouge » succèdent des communes à la pointe dans le domaine de l'animation et de la promotion de la vie associative, sans référence à la défense d'une identité populaire ou politique. Dans l'éditorial du journal municipal de Bourbon-l'Archambault (deux mille cinq cents habitants) du début de l'année 2014, le maire communiste remercie *« le monde associatif bourbonnais et les acteurs économiques locaux* [qui] *ont travaillé pour défendre et développer l'activité locale* (...). *Qu'ils soient commerçants, artisans, agriculteurs, chefs d'entreprise, membres de professions libérales, salariés ou agents de l'administration, retraités ou tout simplement concitoyens, les habitants de notre commune méritent remerciements et encouragements ».*

Sur le plan pratique, la thématique de la lutte des classes perd sa position centrale pour les militants et laisse peu à peu place à une multitude de combats ciblés : répartition des richesses, féminisme, environnement, diversité, mondialisation. Il s'agit moins de s'engager au PCF au nom de la société socialiste future que de rejoindre certains réseaux à thème (éducation, immigration, Europe, etc.) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières. Les militants sélectionnent les domaines qu'ils investissent sans se reconnaître forcément dans l'ensemble du message partisan. Cette segmentation de l'engagement contraste avec la place centrale qu'occupaient le parti et l'idéologie marxiste dans l'univers communiste. Dans ces conditions, certains militants ouvriers investissent la CGT mais se détournent du PCF ; d'autres, souvent plus diplômés, participent aux activités de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) ; d'autres encore se consacrent exclusivement à leurs tâches d'élu local. Le parti a progressivement perdu sa position centrale dans les réseaux militants de la gauche du PS.

Néanmoins, après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est intervenu depuis quelques années. D'abord lors de la campagne victorieuse contre le traité constitutionnel européen de 2005, puis dans le cadre du Front de gauche, la coalition électorale mise en place en 2008 entre le PCF et d'autres formations de gauche. Pour la première fois depuis 1980, les effectifs militants annoncés par la direction se sont stabilisés autour de soixante-dix mille adhérents (4), et la part des moins de 30 ans a légèrement augmenté. La campagne présidentielle de 2012 a tout particulièrement remobilisé les rangs communistes. A cette occasion, le PCF a soutenu M. Jean-Luc Mélenchon, responsable du Parti de gauche (PG), qui a obtenu 11,1 % des suffrages. Ce dernier, ancien socialiste, a opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

Si la stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections présidentielle (2012) et européennes (2009, 2014), la décrue s'est poursuivie lors des élections législatives (2012) et municipales (2014), c'est-à-dire lors de scrutins où le PCF, plus que le Front de gauche, était en première ligne. Cette stratégie a mis au premier plan le problème de l'influence des élus dans l'appareil communiste et de leur dépendance à l'égard du PS. Le Front de gauche a en effet impulsé une dynamique qui s'accorde mal avec la poursuite d'une configuration classique d'union de la gauche PCF-PS. Les élections municipales de mars 2014 ont d'ailleurs donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Elles ont également suscité

des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS. Mais, pour les élus et pour une part significative de la direction du PCF, conserver les municipalités à direction communiste avec le soutien du PS et les postes d'adjoint dans les autres mairies d'union de la gauche reste une priorité, au risque, selon certains, d'alimenter le lent déclin du militantisme.

L'équilibre semble compliqué à trouver pour les militants. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires : point d'appui à la diffusion des idées, elles constituaient des bases pratiques d'organisation militante et de résistance aux élites politiques et sociales. Plus que la bolchevisation de 1924-1934, ce sont les compromis du « communisme municipal », tout comme la stratégie du Front populaire d'alliance avec le frère ennemi socialiste, qui ont favorisé l'ancrage populaire du PCF. Néanmoins, dans le contexte contemporain de droitisation du PS, de professionnalisation des collectivités territoriales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force pour le PCF peut parfois constituer un frein à son renouvellement.

Julian Mischi
Chercheur en sociologie à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), auteur de l'ouvrage *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années1970*, Agone, Marseille, 2 014.

(1) Lire Sylvie Tissot, « L'invention des "quartiers sensibles" », *Le Monde diplomatique*, octobre 2007.

(2) Robert Hue, *Communisme : la mutation*, Stock, Paris, 1995.

(3) Lire Fabien Desage et David Guéranger, « Rendez-vous manqué de la gauche et de la politique locale », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(4) Ce chiffre des adhérents à jour de leur cotisation est plus exact que les cent trente mille « cartes placées » annoncées.

Le Monde Diplomatique, Janvier 2015